

## JEAN-PIERRE CABESTAN

Directeur de recherche émérite au CNRS rattaché à l'Institut de recherche français sur l'Asie de l'Est (IFRAE) de l'INALCO, professeur émérite à l'Université baptiste de Hong Kong

**John Andrews, écrivain, journaliste et conseiller de rédaction à *The Economist***

Je vous donne la parole, Jean-Pierre.

**Jean-Pierre Cabestan, directeur de recherche émérite au CNRS rattaché à l'Institut de recherche français sur l'Asie de l'Est (IFRAE) de l'INALCO, professeur émérite à l'Université baptiste de Hong Kong**

Merci beaucoup pour cette très aimable introduction et merci à Thierry de Montbrial et à l'IFRI de m'avoir à nouveau invité à cette auguste conférence où j'ai beaucoup appris sur d'autres thèmes comme l'IA et les semi-conducteurs, qui sont très liés au sujet dont nous allons parler. Nous sommes en fait situés à l'extrémité occidentale de la région indo-pacifique, une région très vaste qui comprend peut-être les deux tiers de la population mondiale et peut-être plus de la moitié du PIB mondial. C'est donc une région très importante. Bien entendu, en Europe, nous pensons à notre propre région et à l'Ukraine, ainsi qu'au Moyen-Orient, pour des raisons évidentes, et je ne dirais pas que nous négligeons l'Indo-Pacifique, mais cela n'est peut-être pas une priorité pour la plupart des dirigeants et gouvernements européens.

Il y a un certain nombre de choses dont j'aimerais vous parler très brièvement pour commencer. Je suis basé à Hong Kong, qui fait partie de la Chine comme vous l'avez peut-être réalisé et je voudrais d'abord parler du nouvel environnement dans l'Indo-Pacifique, en particulier de l'environnement économique que la région développe aujourd'hui. L'environnement économique est beaucoup plus lent qu'auparavant, avec une croissance économique en Chine ralentissant à 3 % et l'économie est confrontée à un certain nombre de problèmes dans le secteur du logement et les gouvernements locaux sont dans le rouge. La reprise post-Covid a également été assez décevante, après avoir bien fonctionné au cours du premier trimestre de cette année. Elle a désormais ralenti et suscite certaines inquiétudes. Il y a aussi quelques inquiétudes concernant l'emploi avec un taux de chômage officiel de 21 % et il pourrait atteindre 40 % chez les jeunes, donc il y a un sentiment de malaise. Il y a un article d'Evan Osnos dans *The New Yorker*, qui vous en dit long sur le moral d'un bon nombre de Chinois aujourd'hui et je peux le constater parmi mes nombreux étudiants chinois à Hong Kong.

Deuxièmement, la géopolitique a un impact sur l'économie de la région, y compris sur l'économie chinoise. Cela ne perturbe pas tout, je ne pense pas que les Chinois se coupent complètement des économies américaine ou occidentale, mais cela perturbe et complique les flux commerciaux dans un certain nombre de secteurs, comme celui des semi-conducteurs. La Chine a également riposté aux sanctions imposées par les États-Unis et a commencé à utiliser certains outils économiques pour faire pression sur l'autre partie, notamment en limitant les exportations de gallium, de germanium et de graphite vers les États-Unis et d'autres pays. Il est intéressant dans ce nouveau contexte d'observer deux tendances qui se

dessinent. L'une est une sorte de réduction de la dépendance de certains pays à l'égard de la Chine, par exemple la Corée du Sud, et nous y reviendrons peut-être. L'autre concerne des pays comme l'Inde qui, malgré les tensions frontalières que vous avez évoquées, continue de faire beaucoup de commerce avec la Chine : son déficit commercial avec la Chine est énorme et ne cesse de croître, au point que l'Inde commerce désormais plus avec la Chine qu'avec les États-Unis. Nous n'assistons pas vraiment à une dissociation et si l'on regarde les chiffres du commerce entre la Chine et les États-Unis ou l'UE, les échanges commerciaux restent très importants.

Le ralentissement en Chine a également d'autres conséquences, comme le fait que la BRI, ou Nouvelle route de la Soie, est désormais plus poussive, et moins d'argent y est aujourd'hui investi. Je pense que cela donne à d'autres acteurs l'opportunité de jouer un rôle plus important dans la région indo-pacifique et dans le Sud global, et je fais ici allusion à un certain nombre d'initiatives prises par les États-Unis comme le B3W, Build Back a Better World, le Global Gateway de l'Union européenne ou les projets d'infrastructures du G7.

Il existe ici un certain nombre d'opportunités qu'il ne faut pas négliger, mais il existe également des défis en matière de sécurité et je serai bref car nous y reviendrons. Cela ne signifie pas que tous les pays s'alignent sur cette nouvelle bipolarité qui émerge dans la région entre les États-Unis et la Chine. Je pense qu'il y a encore beaucoup de marge de manœuvre pour beaucoup de pays et le meilleur exemple est peut-être l'Inde, qui est un membre très actif des BRICS tout en étant beaucoup plus proche des autres partenaires en Asie à travers le Quad, le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité entre l'Inde, le Japon, l'Australie et les États-Unis. Nous voyons donc l'Inde jouer des rôles très variés dans la région. Cependant, la bipolarité entre les États-Unis et la Chine domine désormais la région indo-pacifique, alors que nous assistons à des tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine. Bien entendu, la question qui se pose aux autres acteurs, dont l'Union européenne, est de savoir comment ils peuvent jouer un rôle dans ce contexte.

Dans un sens, une bonne nouvelle au sujet des tensions, c'est que pour le moment, la Chine reste dans les limites de ce qu'on appelle la stratégie de la zone grise. Cela signifie que la Chine exerce une pression en particulier sur les autres prétendants en mer de Chine méridionale, sur Taïwan et même sur le Japon autour des îles Senkaku en mer de Chine orientale, mais cela ne passe pas le seuil de la guerre. La stratégie de la zone grise n'est pas sans risques et je pense qu'il existe un risque croissant d'incidents et peut-être de crises militaires, qu'il faudra gérer. Cependant, je pense qu'il existe des précédents à cet égard, l'un des plus connus étant l'incident de l'EP-3 en 2001 entre les États-Unis et la Chine, qui a été négocié par les ministères des Affaires étrangères des deux parties. Même si aujourd'hui l'un des problèmes, sur lequel Doug reviendra sûrement, est le manque de relations militaires entre les États-Unis et la Chine, je pense que celles-ci reprendront tôt ou tard et je pense que les deux parties trouveront un moyen de communiquer en cas de crise.

Voilà pour le contexte. Bien entendu, de nombreuses personnes s'inquiètent de la tension croissante dans le détroit de Taïwan, et avec raison. Je ne pense pas que TSMC et l'industrie des semi-conducteurs à Taïwan constituent un bouclier efficace contre une attaque chinoise, je ne crois pas à ce soi-disant bouclier de silicium. Cependant, je pense qu'un certain nombre de facteurs ont amené la Chine à réfléchir à deux fois avant de se lancer dans une aventure militaire contre Taïwan. La guerre en Ukraine joue clairement un rôle mais, en fin de compte, je pense qu'il est important de garder à l'esprit que la Chine et les États-Unis sont des puissances nucléaires et qu'en cas de crise dans le détroit de Taïwan, les États-Unis interviendront probablement et cela fait monter les enjeux. Le fait que nous ayons ici deux puissances nucléaires équipées d'armes nucléaires est en ce sens un facteur de paix plutôt que de guerre, car cela incitera les deux parties à réfléchir à deux fois avant de déclencher



une guerre dans le détroit de Taïwan. Je tiens à souligner cette réalité ici et nous pourrons peut-être revenir sur ces questions plus tard.

**John Andrews**

Merci beaucoup, Jean-Pierre.